



### Conférence thématique :

## Questions géopolitiques : nouvel environnement international pour l'AICT Deux zones sensibles à décrypter : le Moyen Orient et la zone sahélo-tchadienne

Lundi 9 octobre 2017, de 14h30 à 17h30

#### Président de session :

**Bertrand Gallet**, Conseiller technique de la directrice générale de Cités Unies France

#### Introduction générale :

- **Pascal Boniface**, Directeur de l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS)

#### Zone sahélo-tchadienne :

- **Jean-Marc Châtaigner**, Ambassadeur, envoyé spécial pour le Sahel
- **Pierre Jacquemot**, Président du GRET

#### Moyen-Orient :

- **Denis Bauchard**, Conseiller pour le Moyen Orient, Institut Français des Relations Internationales (IFRI)
- **Fethi Ben Brahim**, Conseiller au Ministère des Affaires étrangères Afrique du Nord Moyen-Orient

#### **Bertrand Gallet, conseiller technique de la directrice générale de CUF :**

Je remercie Monsieur Boniface, fondateur et directeur de l'IRIS d'avoir bien voulu avec une grande fidélité revenir cette année. Il va nous dresser un tableau global de la situation dont chacun s'entend à dire qu'elle est extrêmement difficile. Toutes les générations trouvent qu'elles vivent les crises les plus difficiles de l'histoire, mais

aujourd'hui, avec la crise nord coréenne, Daesh, les gens ont la perception d'une grande instabilité mondiale.

Suite à cette introduction générale, nous aurons deux séquences, la première portant sur les questions africaines qui concernent énormément de coopérations décentralisées. Il y a entre 600 et 700 coopérations décentralisées en Afrique, avec les difficultés que cela pose pour la sécurité des collectivités qui travaillent sur place et qui veulent continuer à le faire. De nouveaux éléments apparaissent aujourd'hui, comme la création du groupe G5 Sahel. Pour ce faire, nous avons demandé à Monsieur Pierre Jacquemot, ancien ambassadeur et président du GRET et Monsieur Jean-Marc Châtaignier qui vient d'être nommé ambassadeur pour le Sahel, de prendre la parole. Tous deux sont des experts mais aussi des opérationnels.

Ensuite nous traiterons de la question du Moyen-Orient et des répercussions sur nos territoires en termes de réfugiés et terrorisme. Monsieur Denis Bauchard est un ancien Ambassadeur, Directeur Afrique du Nord Moyen-Orient, Président de l'Institut du Monde Arabe. Monsieur Fethi Ben Brahim est le Conseiller auprès du directeur de la direction Afrique du Nord Moyen-Orient, Conseiller diplomatique du Président de l'Institut du Monde Arabe.

### **Pascal Boniface, Directeur de l'IRIS :**

Je vais dresser de manière la plus concise possible un panorama général de la situation géopolitique dans le monde.

Un premier regard pourrait amener à des conclusions très pessimistes mais il faut se méfier du paradis perdu qui n'a jamais vraiment existé. La situation n'est pas très bonne mais il n'est pas certain qu'elle soit plus grave qu'avant. Les conflits sont différents mais le monde ne va nécessairement pas plus mal. Au contraire, on est plus au courant de ce qui ne va pas bien et la volonté de protester est plus forte. Les médias parlent des différents dysfonctionnements du monde ; ce n'est pas parce qu'il y en a plus mais parce que nous sommes moins tolérants vis à vis de ces derniers, et nous pouvons nous en féliciter.

Cependant, après la sortie de la Guerre Froide, on constate que nous n'avons toujours pas un système de gouvernance mondiale qui soit satisfaisant. Le Conseil de sécurité des Nations Unies n'arrive pas à se mettre d'accord. La survivance de crises graves comme la crise syrienne est le résultat d'un manque de communauté internationale. Il est difficile de se mettre d'accord sur la manière de résoudre les grands défis. En 1990, lorsque l'Union Soviétique de Gorbatchev avait accepté de lâcher son allié irakien afin de le sanctionner suite à l'annexion du Koweït, cela a été une des seules fois où le Conseil de Sécurité de l'ONU a fonctionné comme prévu. Cela ne s'est pas renouvelé par la suite. Les occidentaux et les Etats-Unis n'ont pas soutenu Gorbatchev et ont pris les habits de vainqueurs de la guerre froide. Ceci explique pourquoi la Russie apparaît comme rétive aujourd'hui. Nous avons toujours ce type de rivalité.

On se demande toujours s'il y a aujourd'hui encore une guerre froide. Il n'y a pas cette compétition idéologique qu'il y avait avant mais nous sommes dans une phase de rivalités nationales. La Chine n'a pas pour objectif de renverser le système américain comme cela aurait pu être le cas durant la guerre froide ; son but est de prendre la tête de la course. Le but de la Russie n'est pas d'étendre son empire et son idéologie qu'elle

n'a plus, mais de faire prévaloir ses intérêts nationaux et de ne pas être cantonnée au statut d'un pays mineur. Le magazine « Forbes » avait titré l'an dernier que Vladimir Poutine était l'homme le plus puissant du monde. On ne peut pas affirmer cela ; les dépenses militaires russes représentent 10% des dépenses militaires américaines, le PIB russe représente 1/3 du PIB chinois. Le Président Poutine défend ses intérêts énergiquement, mais il n'est pas l'homme le plus puissant du monde. S'il fallait chercher quelqu'un de ce genre, il faudrait plutôt regarder Xi Jinping qui va renforcer ses pouvoirs à la suite du congrès du Parti Communiste qui s'ouvre le 13 octobre. La nouvelle route de la soie est le programme phare majeur qui doit susciter un vrai débat.

Donald Trump est venu brouiller les débats avec ses réactions imprévisibles, mais peut-être pas tant que cela. Il faut distinguer ce qu'il a dit entre la campagne électorale et ce qu'il fait une fois qu'élu. Certaines choses ont été appliquées, mais d'autres ne l'ont pas été. Il avait dit qu'il ne s'occuperait plus de l'OTAN et qu'il se réconcilierait avec la Russie, or c'est tout le contraire.

Il faut aussi noter que l'Etat profond américain a repris le dessus sur le candidat Trump ; il est entouré de généraux qui ont repris le pouvoir. Le complexe industriel américain a un grand pouvoir aujourd'hui. On peut penser que cela est rassurant car ils ne sont pas des idéologues, comme l'inquiétant Stephen Bannon, mais en même temps si Clémenceau avait dit que la « *guerre était une chose trop importante pour être laissée aux militaires* », c'est d'autant plus vrai pour la diplomatie. Donald Trump avait dit qu'il déplacerait son ambassade de Tel Aviv à Jérusalem mais sa position sur le conflit israélo-palestinien me paraît surfaite. Il avait indiqué qu'il ne voulait plus s'impliquer dans les affaires du Moyen-Orient or il a envoyé des missiles en Syrie. Il avait dit qu'il laisserait les coréens assurer leur propre sécurité et il milite pour le déploiement d'un système de défense anti-missile. De même, il accompagne la politique de Shinzo Abe de réarmer le Japon. Enfin, sa vision de l'islam et le fait de construire un mur à la frontière mexicaine, créent une résurgence de l'anti américanisme dans ces deux régions du monde. Après deux mandats de Barack Obama, placés sous le signe de l'apaisement, il y a un grand changement. Il faut aussi noter que l'Afrique est quasiment absente de son discours et de sa pensée.

La logique de Trump est celle de la course aux armements. Kim Jong-Un ne renoncera pas à l'arme nucléaire, il faut vivre avec ce fait même si c'est déplaisant. Si la nucléarisation de la Corée du Nord n'est pas nouvelle, la réaction du Président des Etats-Unis l'est. Il est venu mettre de l'huile sur le feu, il réagit plus comme l'animateur de show qu'il est que comme le Président des Etats-Unis.

Lorsqu'il dit que les pays européens doivent en faire plus pour leur défense, le but est qu'ils achètent plus aux Etats-Unis. Les Saoudiens et les Qataris achètent beaucoup d'armes aux Etats-Unis. En Asie, le Président Sud Coréen qui ne voulait pas de déploiement de système anti-missile est forcé de l'accepter sous la pression de son opinion. Trump a décidé d'augmenter de 10% les dépenses militaires américaines ce qui est irrationnel d'un point de vu stratégique. Il pense que tout cela va créer des emplois dans son pays. Ainsi, il relance d'une certaine manière la course aux armements, même si cela apparaît comme inconcevable 28 ans après la chute du mur de Berlin.

Il y a deux pièges à éviter lorsque l'on parle de la menace terroriste à laquelle nous sommes confrontés : la nier et la surestimer. Raymond Aron écrivait en 1962, à l'époque

où les médias étaient moins développés qu'aujourd'hui, que le terrorisme avait un impact médiatique bien plus fort que son impact réel. Daesh est en train de perdre son territoire ; ils en sont aujourd'hui réduits à revendiquer des attentats qu'ils n'ont pas commis. Néanmoins, nous avons une responsabilité, nous Occidentaux, à donner trop de responsabilité, de résonance médiatique à ses attentats. Quand Coulibaly a fait la prise d'otage dans le supermarché Casher, il ne demandait pas à parler aux autorités, mais il souhaitait communiquer directement avec BFMTV. Il ne faut pas nier cette menace mais pas non plus la surestimer, car les terroristes ne souhaitent pas prendre le pouvoir, mais communiquer. Barack Obama parlait de défi de sécurité mais pas de menace existentielle ; je pense en effet qu'il ne faut pas faire de Daesh l'équivalent du III<sup>e</sup> Reich ou de la menace soviétique au cours de la guerre froide.

Il va y avoir une session sur le Proche Orient, donc on peut dire que même si il y a une réconciliation entre les deux fractions palestiniennes, diplomatiquement la situation n'a jamais été aussi mauvaise par rapport à un éventuel accord de paix dont on peut encore se demander si il est réalisable, au vu du grignotage actuel du territoire palestinien. On a le gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël, avec des autorités faisant des déclarations ouvertement racistes. Barack Obama a tenté quelque chose assez timidement. Donald Trump sera encore moins exigeant vis à vis d'Israël. Les palestiniens sont moins actifs qu'auparavant. Concernant les pays arabes, certains continuent de considérer que la cause israélienne est sacrée, et d'autres ne s'en occupent plus du tout et seraient mêmes prêts à signer des accords avec Israël s'il n'était pas aussi difficile publiquement de le faire.

Je ne pense pas qu'il y ait une guerre en Corée. Le but de la Corée du Nord n'est pas de réunir la Corée, mais de sanctuariser son régime.

Au sujet de l'Iran, un bon accord avait été signé en 2015 qui évitait deux risques majeurs : le fait que l'Iran ait l'arme nucléaire, ou une guerre pour empêcher l'Iran d'avoir l'arme nucléaire. Trump est isolé car même la Grande Bretagne est pour le maintien de cet accord. De même Trump se retrouve seul sur le rejet de l'Accord sur le Climat signé à Paris. Pour une fois, on a pu constater qu'il y avait une communauté internationale.

Nous avons pu constater que lors de son discours devant les Nations Unies, Donald Trump ne s'adressait pas aux 192 délégations présentes, mais à son électorat américain. Il y a un fossé entre le poids des Etats-Unis dans le monde et la perception du monde que sont les Etats-Unis de Donald Trump.

Il y a néanmoins des éléments d'espoirs. Partout dans le monde, les sociétés civiles dont vous êtes les représentants, se développent. Cela dépend du degré d'alphabétisation de la population, du PIB par habitant, de l'émergence d'une classe moyenne. Il y a des opinions qui s'expriment et qui n'entendent plus se faire dicter leurs opinions par d'autres. Même en Chine, il y a 700 millions de gens qui utilisent Internet. Il y a toujours de la censure, mais on ne peut plus comparer la situation actuelle chinoise à celle de plusieurs années auparavant. En Afrique, il y a plusieurs années, il y avait autant de téléphones que dans la presque-île de Manhattan ; aujourd'hui il y a plus de 600 millions de téléphones portables sur le continent. Cela change le rapport à l'information

et donc la conscience citoyenne. Des opinions publiques se sont bel et bien développées, elles se font entendre pour aller généralement vers le mieux. La bataille de l'opinion est devenue un enjeu majeur dans les relations internationales. On ne peut plus aujourd'hui avoir une politique impopulaire sans que cela ait un coût très fort. Lorsque l'on veut lancer une politique nationale, il faut convaincre aussi l'opinion internationale. Au Moyen-Orient, on constate un front diplomatique très calme et serein pour Israël, et en même temps, le mouvement d'opinion qui s'amplifie avec des personnes qui considèrent que l'occupation d'un peuple par un autre est inadmissible. La bataille de l'opinion fait peur à Israël.

Les citoyens des différents continents commencent à se concerter pour peser ensemble sur les sujets majeurs. La lutte contre le changement climatique en est un exemple parlant car il y a bien là une situation d'urgence. La décision de Donald Trump a été rapidement compensée par le fait que les villes, les autorités locales continuent à appliquer l'accord. On voit de nouveau à quel point les opinions ont un rôle important. Il y a de multiples possibilités d'accéder à l'information, et l'Etat a de moins en moins la main mise sur cette dernière.

Je vais m'arrêter là et je serais ravi de continuer le débat avec la salle.

#### **Bertrand Gallet :**

Merci d'avoir pu dresser ce panorama complet et concis. Je vous remercie aussi d'avoir fini sur la COP 21 et le réchauffement climatique qui sont sortis des radars depuis la fin 2015. Paradoxalement, c'est Donald Trump qui a remis cela à l'ordre du jour. Je vous propose que l'on prenne une ou deux questions.

#### **Alain Alain Levy, Adjoint au Maire d'Issy les Moulineaux :**

Je pense que cela ne vous semblera pas trop curieux que je n'ai pas la même vision que vous sur Israël ; il n'y a pas qu'une vision unique.

Ma question concerne la nouvelle route de la soie, qui est un axe majeur de la politique chinoise. Cet axe majeur est aujourd'hui aussi rattrapé par l'Iran, car il se sert de cette dernière pour asseoir sa politique internationale.

Je souhaiterais savoir si vous pouviez parler un peu plus précisément de cette route internationale dans le cadre de l'Asie et du Moyen-Orient ?

#### **Pascal Boniface :**

Effectivement, cette nouvelle route de la soie est un projet structurant pour la Chine. La légitimité du Parti communiste chinois n'est à présent pas dans les écrits de Marx et Lénine, plus personne ne les lit. Cette légitimité est dans la croissance économique.

Les Chinois adhèrent au système parce qu'il marche. Si Xi Jinping veut se maintenir au pouvoir, il faut qu'il garantisse une croissance économique forte. La nouvelle route de la soie a comme objectif de bâtir des infrastructures, en s'opposant au modèle américain qui apporte la guerre et fait des leçons sur la nature de chaque régime. Cette nouvelle route de la soie est un projet structurant. Elle correspond à un ensemble d'infrastructures qui permettent de transporter les biens chinois de façon plus rapide. C'est une arme d'influence dans les pays. L'influence de la Chine à Djibouti et au Kenya

par exemple s'est considérablement renforcée. Il y a parfois des tensions lorsque des chinois veulent trop en faire.

Parallèlement à cette nouvelle route de la soie, il y a des rapprochements diplomatiques, par exemple entre l'Iran et la Chine.

Cela s'est fait parce que tout pays isolé peut facilement devenir un allié de la Chine, c'est le cas de l'Iran. La Chine se présente la plupart du temps comme une alternative. L'évolution stratégique du monde n'est à présent pas la fin du monde bipolaire, mais c'est la fin du monopole occidental sur la puissance que nous avons eu pendant cinq siècles. Lorsque l'on dit que la communauté internationale a sanctionné la Russie, ce n'est pas vrai, ce n'était pas le cas de l'Amérique du Sud, de l'Afrique du Sud, etc. Lorsque l'on pense qu'en décrétant des sanctions, elles seront suivies partout, on pousse de manière mécanique les pays isolés vers des pays qui se positionnent comme des alternatives, c'est le cas de la Chine.

### **Bertrand Gallet :**

Je rajoute que nos partenaires africains nous font remonter parfois que nous, les français, nous n'avons rien d'autre à offrir aujourd'hui que des discours sur les droits de l'Homme, les Chinois eux amènent des investissements.

Nous pouvons encore prendre une ou deux questions.

### **Boubacar Bah, Président de l'Association des maires du Mali :**

Votre discours me rappelle quelque chose que j'ai lu dans « *Le Monde* ». Le journaliste essayait de se mettre dans la tête du dirigeant chinois. Selon lui, Xi Jinping ne doit pas faire l'effort que les dirigeants soviétiques ont fait juste avant la fin de l'URSS, c'est à dire changer de politique. Cela conduit à un effondrement du modèle.

J'ai fait le rapprochement entre ces deux éléments, je me dis que c'est une autre façon, pas seulement économique mais économique et sociale afin de s'adapter au rythme du monde. Est-ce que cela ne serait plutôt pas de ce registre là ?

### **Pascal Boniface :**

En mai 1989 il y a eu une forte révolte en Chine, l'armée chinoise a tiré sur la foule, mais le Parti communiste chinois est resté au pouvoir. En octobre 1989, il y a d'importantes manifestations en Allemagne de l'Est, Gorbatchev a refusé que l'on tire sur la foule. Il ne voulait plus utiliser la force, mais l'autre raison était qu'il n'a pas réussi économiquement, et donc qu'il avait perdu en légitimité. On n'a jamais été aussi libre à Moscou qu'entre 1988 et 1991, mais on ne cherchait pas à satisfaire les consommateurs. Les Chinois préfèrent satisfaire le consommateur mais pour le moment en gardant un contrôle politique étroit, même si ce contrôle se délite progressivement. La Chine est un pays autoritaire mais plus totalitaire comme il l'était sous le temps de Mao. A Singapour, ce n'est pas un système communiste mais c'est aussi presque un parti unique, parce que les gens à Singapour trouvent que cela fonctionne.

Il faut aussi noter que dans la Russie de Poutine et dans la Chine de Xi Jinping, il n'y a pas que le citoyen consommateur, il y a aussi le patriote. Les citoyens chinois et russes sont très fiers de leurs dirigeants. On a pu constaté cela lors de l'annexion de la Crimée et le soutien que les Russes ont donné à leur Président. Le réflexe patriotique existe

partout. Dès qu'il y a une menace, l'opposition se fait moins forte et laisse plus de place au patriotisme.

**Laurence Gourvil, Chargée de mission, Mairie de Rezé :**

Sur la question israélienne et palestinienne, vous disiez tout à l'heure que l'avancement vers un accord entre les deux Etats était peut être aujourd'hui sérieusement remis en question. Vous avez aussi dit qu'Israël était gouverné par une droite dure.

Israël est un pays démocratique car il y a une représentativité intégrale. On peut donc dire qu'une grande partie du peuple israélien vote à droite, voir extrêmement droite. J'aimerais que vous puissiez en dire quelques mots.

**Pascal Boniface :**

Il y a de remarquables ONG en Israël dont on ne parle pas suffisamment en France. Elles montrent une autre voie pour l'amitié entre les peuples. Depuis l'échec de Camp David, les Israéliens ont viré à droite car ils ont eu l'impression de ne pas avoir de partenaires. Ils ont décidé de voter pour ceux qui depuis longtemps leur disaient qu'ils n'avaient pas de partenaires, dont les partis de droite. Ils ont un discours qui fonctionne en disant qu'ils doivent assurer la sécurité des israéliens par la force car ils n'ont pas d'autres moyens. Un des temps forts a été l'assassinat de Yitzhak Rabin. Normalement, les terroristes n'arrivent pas à leurs fins, mais ce fut le cas pour la première fois. Le processus de paix a été très entaché.

L'échec de Camp David, avec Ehoud Barak qui insistait sur le fait qu'il fallait négocier et Ariel Sharon qui soulignait qu'Israël n'avait pas de partenaire, explique pourquoi les Israéliens ont voté massivement à droite. On est dans ce cycle de la violence qui conduit aujourd'hui à une impasse totale du point de vue diplomatique, et à une fatigue globale vis à vis de ce conflit. En France, on intervient moins sur ce dossier, à la fois pour des raisons de politique intérieure, mais aussi parce que beaucoup pensent que cela est vain.

Les terroristes n'ont rien à faire de la cause palestinienne mais ils s'en servent comme prétexte. Il vaudrait mieux leur retirer ce prétexte.

**Bertrand Gallet :**

Israël est une démocratie mais son gros problème c'est la proportionnelle intégrale. Pour faire une majorité gouvernementale, le cabinet israélien doit toujours faire appel à des petits partis souvent très extrémistes. Il y a un chantage permanent sur les colonies, sur la religion, qui rend prisonnier le Premier ministre quel qu'il soit. Le Premier ministre actuel n'a même pas les mains libres à cause de ces petits groupes. C'est un système assez pervers que les Israéliens dénoncent eux-mêmes.

**Représentante de la Mairie de Lomé, Togo :**

Vous avez dit que Donald Trump n'avait rien déclaré sur l'Afrique. A la frontière du Niger et du Mali, quatre militaires américains ont disparu, cela ne va-t-il pas changer la donne dans l'avenir ? Je me rappelle que dans les années 2000, il y avait en France le slogan de « *ni ingérence, ni indifférence* » vis à vis de l'Afrique, mais très rapidement on s'est rendu compte que cela n'était plus d'actualité.

Que pensez-vous de cela ?

**Pascal Boniface :**

Est-ce que l'on va avoir une répétition du scénario du 'faucon noir' ? Ou au contraire, le Président des Etats-Unis va-t-il vouloir renforcer sa présence ?

Il y a une chose prévisible avec Donald Trump, c'est qu'il est imprévisible. On ne peut pas savoir ce que sera sa réaction par rapport à cela. Le pentagone voudra sûrement rester sur place en musclant éventuellement leur présence. En Afghanistan, les Etats-Unis disaient qu'ils ne pouvaient pas partir donc qu'il fallait muscler le dispositif. Plus on a de difficultés, plus on renforce que l'on faisait avant. Par rapport à cet événement, peut-être que le fait que Donald Trump n'ait pas dit grand chose est une aubaine.

\*\*

**Bertrand Gallet :**

Nous allons à présent passer à la partie sur l'Afrique sahélienne et la zone du lac Tchad. Le représentant du ministre camerounais s'excuse car le Ministre, Emmanuel Sadi, n'a finalement pas pu venir.

Je vais donner la parole à Pierre Jacquemot qui va présenter de manière générale la situation dans cette zone géographique.

**Pierre Jacquemot, Président du GRET :**

Le Sahel est la plus grande région de concentration d'activités des collectivités territoriales françaises à l'étranger. Je souhaite vous rapporter un certain nombre d'éléments généraux afin de voir comment les collectivités territoriales peuvent travailler dans cette zone.

On peut trouver plusieurs constantes dans le Sahel. Il y a, tout d'abord, la constante climatique, c'est-à-dire l'extrême vulnérabilité de cette région qui crée un stress hydrique. Cette région est au sud du désert et comprend toute la zone de savane qui va du Sénégal au Mali, à Djibouti. La région est très fortement touchée par les dérèglements climatiques. C'est une région qui est aussi très marquée en terme de déficit d'infrastructure. Le seul grand projet est la ligne Lagos-Alger. Le déficit énergétique est aussi particulièrement important. Cela amène beaucoup d'acteurs du service énergétique à opter pour des formules d'énergies renouvelables qui sont très innovantes. Enfin, le dernier élément est le taux de malnutrition qui est extrêmement élevé : près de 20 millions de personnes se trouvent en situation d'insécurité alimentaire.

On observe des progrès en termes d'éducation qui établissent une certaine égalité entre les garçons et les filles, du moins dans le primaire. Il y a aussi, même si cela peut en surprendre certains, des progrès significatifs sur la couverture sanitaire. Concernant le paludisme, les évolutions sont notables. Toute la question des modalités de financement de santé se pose en matière d'actions intéressantes dans le domaine des mutuelles de santé. La situation des femmes se pose toujours, notamment au sujet des droits fonciers. On peut observer quelques améliorations, notamment en matière de santé de reproduction.

La croissance des villes est une réalité, on le voit par exemple avec Dakar, mais aussi avec Niamey. Il y a un phénomène de ramifications entre les villes qui s'établit de plus en

plus. Des continuums urbains se forment. Il y a aussi une réalité que l'on oublie beaucoup, c'est le pastoralisme. Cela représente 10 à 15% des PIB nationaux. Sur la carte du marché des bétails, on observe que la zone sahélienne approvisionne énormément les zones côtières de la région. L'élevage est une donnée importante, qui peut influencer les collectivités territoriales françaises. Les chercheurs sont de plus en plus convaincus que la mobilité pastorale peut être un facteur de paix dans cette région.

Au sujet des facteurs d'insécurité, je fais partie de ceux qui font un lien entre l'insécurité et le trafic de drogue qui est très intense dans la zone du Sahel. Les drogues viennent souvent d'Amérique latine et traversent la région par différents points pour terminer en Europe. Ce trafic a modifié la donne en matière de ressources économiques de cette région. La majorité des attaques se font entre la partie nord du Mali (Gao, Bamako, Kidal) et autour du lac Tchad. Il y a bien deux poches importantes d'insécurité dans cette région. La carte établie par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères met en avant un grand nombre de zones rouges. Les forces françaises sont encore très présentes au Mali. Le G5 Sahel, regroupement créé afin d'apporter de la stabilité dans la région, rassemble le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Tchad, soit un territoire de 5 millions km<sup>2</sup>.

Il est aussi important de se demander quels sont les facteurs de changements. On entend toujours un discours sur la pression démographique du Niger. En moyenne une femme a 7 enfants dans le Sahel. Néanmoins, il y a des phénomènes de transition démographique actuellement. Les taux de fécondité sont plus autour de 3 ou 4 enfants par femmes à présent. La question la plus décisive malgré tout reste l'ampleur des arrivées de jeunes sur le marché du travail. On associe facilement l'augmentation du nombre de jeunes à la ville, cependant, le nombre de jeunes ruraux sera plus élevé que le nombre de jeunes en villes en 2035.

Au sujet de l'émergence de la classe moyenne, ce n'est pas aussi important dans les terres que dans les zones côtières, mais il y a tout de même des mutations.

Toujours au sujet des changements, les migrants contribuent à l'amélioration du sort des populations du Sahel à travers les montants d'argent qu'ils envoient. Mais aussi lors de leur retour, on peut observer un apport de compétences acquises à l'étranger qui ont un aspect bénéfique.

Enfin, le bouleversement né de la révolution numérique est spectaculaire. De plus en plus d'activités sont générées par les outils numériques.

Nous sommes devant trois hypothèses au sujet de la zone sahélo-tchadienne :

- le chaos le plus total où le déséquilibre se généralise ;
- la situation de marginalisation se renforce, c'est l'hypothèse soutenue par les chercheurs. Le Sahel continuera de vivre mais à un niveau d'intensité relativement bas ;
- l'hypothèse d'un développement possible contenu de ses caractéristiques : la jeunesse a un avenir, tout particulièrement dans le secteur informel. Il faut travailler sur l'entrepreneuriat en abolissant les monopoles rentiers par des mécanismes de productions locales, mettre en place des activités d'incubations, etc.

Il y a aussi toute une réflexion sur la notion de territoire à avoir. Certaines dynamiques sont plus naturelles au niveau du territoire, mais la difficulté rencontrée est la profusion extrême d'organisations qui existent dans la zone sahélienne ; il me semble que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est la structure la plus pertinente au niveau de sa taille.

**Jean-Marc Châtaigner, Ambassadeur, envoyé spécial pour le Sahel :**

Le Sahel est un enjeu majeur pour l'Afrique, pour l'Europe et pour la France. Il y a des enjeux de voisinage mais aussi d'équilibre géostratégique. Le Sahel est une priorité géopolitique française, le Président Macron s'est rendu à Gao avant même de se rendre en Allemagne.

Deux grands foyers de tensions sont apparus dans les années 1990 et se sont renforcés dans les années 2010 : le Nord Nigéria avec la montée de Boko-Haram, et le Mali avec la montée d'Aqmi. Dans l'histoire, ces zones ont très vite été identifiées comme des zones fragiles, périphériques, des zones de pauvreté historiques. A l'IRD (Institut de Recherche et de Développement), les chercheurs ont retrouvé des traces de traditions djihadistes dès le 18<sup>ème</sup> siècle. Ces deux zones ont aussi des difficultés de gouvernance. Au Nord Mali, l'élément déclencheur a été l'effondrement du régime libyen en 1991. Ceci a favorisé la dispersion d'éléments enrôlés jusqu'à là dans la légion religieuse du colonel Kadhafi. On peut dire que ce n'est qu'une étincelle, mais elle a favorisé le démarrage de l'incendie. Pour le Nord Nigéria, les tentatives de répression de l'armée nigériane ont contribué à la montée de Boko Haram. Ces foyers de tensions affectent la sécurité des pays voisins. Depuis les années 2010, ces conflits qui existaient dans un cadre national se sont répandus dans la région.

La tâche décisive aujourd'hui est de stabiliser la situation et de traiter les causes profondes de ce conflit. Ces dernières sont liées aux questions de pauvreté, au problème d'exploitation des ressources naturelles, mais aussi aux phénomènes de corruption, la perception d'un Etat vu comme prédateur.

Je tiens à partager avec vous les défis que doit affronter le Sahel. Il y a tout d'abord le défi économique. Le défi démographique est aussi important ; à titre d'exemple, le Niger compte 20 millions d'habitants aujourd'hui, il en comptera le double en 2035. La construction d'infrastructures doit rapidement répondre à ce besoin démographique. Il y a aussi un défi social, c'est-à-dire définir quel type de développement privilégier. Il me semble important d'avoir une vision de développement intégrée. L'utilisation de nouvelles technologies est en train de changer énormément les choses au Sahel, plus que dans les pays du Nord. Le défi environnemental est aussi très important. L'objectif fixé par l'Accord de Paris est déjà dépassé pour la zone du Sahel.

Il faut aussi noter que les situations nationales ne sont pas nécessairement identiques. On a une tendance à parler de l'Afrique en générale, ce qui est aussi faux que de dire que l'Allemagne et la Grèce sont pareilles. Les cultures ne sont pas forcément identiques, de même pour les volontés nationales. Cela se retrouve dans le Sahel. Même si il a un certain nombre de facteurs sociaux et environnementaux similaires, il y a des histoires précoloniales, post coloniales, des trajectoires différentes. Les capacités de réaction des Etats ne sont pas inexistantes, mais elles sont inégales en fonction des situations, d'où l'idée de favoriser des interventions plus partagées entre les Etats.

Je tiens à vous dire quelques mots sur la perception de la France. Nous sommes la fois ceux qui connaissent le mieux la situation sahélienne, mais dans une certaine mesure, les plus suspects à vouloir agir car on nous prêterait un certain nombre d'arrière pensées.

Dans les avantages que nous avons dans la région, nos forces ont la connaissance du terrain, les expertises, la langue de communication est la même, il y a de grandes diasporas présentes en France et de binationaux présents dans les pays eux-mêmes.

Dans nos faiblesses, il y a le legs de notre passé colonial, l'impression de parfois trop connaître, une certaine suffisance française, la suspicion d'un agenda caché de la France comme le fait de vouloir avoir la main mise sur les matières premières, la faiblesse de notre Aide Publique au Développement bilatérale, la faiblesse de nos moyens d'actions autre que multilatéraux et sécuritaires.

Dans les risques auxquels nous devons faire face, il y a l'enlèvement militaire, l'incapacité à remporter des succès face à une menace asymétrique mais de plus en plus difficile à chercher, une difficulté à reconnaître l'identité de nos partenaires et à opérer le passage de relai.

Les opportunités résident dans les partenariats que nous avons construit dans le temps. Je ne parle pas nécessairement de ceux de l'Etat mais de ceux à travers les sociétés civiles, les grands instituts de recherche, les partenariats qu'ont fait les collectivités territoriales et les ONG, c'est-à-dire là où nous avons partagé des savoir-faire. Les questions de décentralisation, de gouvernance locale prennent aujourd'hui une nouvelle dimension. C'est une belle opportunité.

Je crois qu'il faut que nous continuions à européaniser nos approches. Il est aussi important d'appuyer les initiatives régionales sur place. L'initiative prise par le G5 Sahel est remarquable. En 2015, ces cinq pays ont décidé de se mettre ensemble pour faire face aux défis communs. Cette initiative est venue directement de ces pays. Tout notre travail aujourd'hui est de faire en sorte que ces initiatives locales puissent fonctionner. Le taux de décaissement de l'AFD sur ses engagements est de 10%, il faut que nous passions à la vitesse supérieure pour un vrai changement d'échelle.

### Débat avec la salle :

#### Omnia Aboukorah-Voigt, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) :

J'ai toujours pensé que l'Afrique était en train de s'urbaniser. Est-ce que je vous ai mal compris ou est-ce que l'ensemble des situations que vous venez d'exposer auraient tendance à inverser la donne ? Qu'est-ce que cette jeunesse rurale implique en termes d'appui aux collectivités territoriales ?

Est-ce qu'on a fait l'exercice de superposer les différentes cartes que vous nous avez présenté aujourd'hui, notamment celle de la transhumance du terrorisme par exemple ?

Qu'est-ce que ce contexte que vous venez de décrire peut avoir comme impact dans les processus de décentralisation, de gouvernance dans les pays du Sahel ?

**Brigitte Ragusa, Groupe Mali de Viroflay :**

J'ai été très intéressée par les différents défis que vous avez évoqués, dont la démographie qui est liée à bien d'autres défis. Serge Michailof l'avait signalé dans son livre « *Africanistan* ». Un des défis n'est-il pas d'aider le Mali à monter en puissance dans son gouvernement ? Les maliens considèrent que l'Etat n'est pas suffisamment fort pour se battre contre le terrorisme. Qu'en pensez-vous ?

**Michel Roux, Conseiller municipal de Chambéry :**

Comment sommes nous accompagnés afin qu'il y ait une cohérence dans la coopération décentralisée ? Comment accompagne t-on la structuration de collectivités pour qu'il y ait une vision plus globale ? Comment, tous ensemble, pouvons-nous arriver à s'organiser, et à utiliser au mieux les décaissements ?

**Boubacar Bah, Association des municipalités du Mali :**

Je voudrais témoigner sur le terrorisme de proximité d'aujourd'hui qui n'a pas le visage général de ce que l'on voit. Nous avons parlé de la diffusion des nouvelles technologies comme le portable, mais ce sont aussi des armes dangereuses. Au Mali, en termes de gouvernance, en dehors d'Aqmi, les autres groupes utilisent beaucoup ces outils. Nous sommes tous ciblés. Malgré les armes, la violence, nous ne pouvons pas partir. Il y a un terrorisme de proximité dont l'une des illustrations est la faillite de l'islam modéré.

Face aux discours revisités de l'islam, nous voulons affirmer que nous n'avons rien à voir avec Aqmi. Les maires reçoivent des menaces régulièrement, ce djihadisme de proximité s'est aggravé. Aujourd'hui, nous devons faire face au danger du climat et au danger du djihadisme.

**Félix Bokassia, Mairie de Château Thierry :**

Je voulais rebondir sur la question du Congo Kinshasa. D'ici 2050, nous allons arriver à 250 millions de francophones. Avec tout ce qui se passe au Congo Kinshasa, la guerre, la rébellion, je me demande où est la France ?

Nul part dans l'Atlas de la coopération décentralisée de la CNCD/MEAE n'est inscrite la coopération avec le Congo Kinshasa. Cela me surprend alors que l'on dit qu'il faut encourager les solidarités pour promouvoir la francophonie.

**Pierre Jacquemot, président du GRET :**

Au sujet du Congo, ce n'était malheureusement pas prévu à l'ordre du jour aujourd'hui, mais j'ai été ambassadeur dans ce pays et je serais ravi d'en discuter avec vous en aparté. S'il ne se passe pas beaucoup de chose en RDC c'est peut-être parce qu'il n'y a pas d'histoire commune avec la France comme ce fut le cas avec les belges.

Au sujet des jeunes, lorsque j'ai dit qu'il y avait une proportion de jeunes ruraux plus importante que de jeunes urbains jusqu'en 2050 au Sahel, je vous invite à lire la revue que nous venons sortir, à savoir le dernier numéro d'« *Afrique contemporaine* » qui traite de ce sujet.

Au sujet de la cartographie, je peux vous communiquer les cartes que j'ai diffusé aujourd'hui, mais je vous invite aussi à prendre connaissance des travaux du « *club du*

*Sahel et de l'Afrique de l'Ouest* », publiée par l'OCDE. C'est très intéressant de voir le lien entre la démographie et la montée en puissance de groupes armés, même si il s'agit d'histoire longue ; il y a une amplification liée à l'augmentation des trafics de drogues.

Je reviens sur trois points. J'ai parlé d'immigration mais peut-être un peu trop vite. Je considère que l'immigration a permis un réel transfert de connaissances. Les migrants amènent une autre façon de penser le développement.

Au sujet de la cohérence des actions, je répondrais que c'est l'Ambassade qui permet cela. Un Ambassadeur peut être le point focal. Faites-vous une obligation de rencontrer les services de l'ambassade et de susciter des réunions d'informations et de coordination.

Je souhaite ajouter que je suis président d'un collectif d'ONG françaises. Nous réfléchissons sur les moyens d'intervention dans les zones rouges. L'essentiel de nos opérateurs sont des opérateurs nationaux, cela me paraît essentiel dans toute collaboration. Il faut aussi travailler avec des collectivités locales. Il faut aussi accepter de délimiter un espace de travail avec des groupes qui peuvent être influents localement. Ce n'est pas de la reconnaissance, mais cela correspond au fait de se ménager pour des raisons humanitaires, tout en gardant son système de valeurs. Je suis les actions Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF). Aucun expatrié n'est sur place, mais nous n'avons pas arrêté nos coopérations. Il faut trouver des modalités d'interventions qui soient adaptées au contexte sécuritaire.

#### **Jean-Marc Châtaigner, ambassadeur, envoyé spécial pour le Sahel :**

La reconstruction de l'Etat est une priorité. Cette reconstruction repose sur un équilibre très délicat. L'Etat par essence correspond à la souveraineté nationale, cela doit répondre à des demandes, et ne peut se faire que par phases. Cela doit permettre la construction d'un état décentralisé et central. On ne peut pas reconstruire l'Etat sans le partenaire, il faut que notre intervention réponde à une demande sociale. On peut accompagner le redéploiement de la police, la gendarmerie, mais si on réinstalle celle d'avant, sera t-elle autant acceptée ? La réponse ressort de nos pays partenaires.

Au sujet de l'immigration, il ne faut pas seulement la voir dans la vision Nord Sud, ce sont des dynamiques de peuplement. Il faut regarder les dynamiques de population, des bassins d'emplois. Cela dépend aussi des pays ; le Niger n'a pas de forte logique d'immigration comparée au Sénégal. Le Niger est par contre un territoire de transit. Il y a un enjeu à examiner en termes de question de peuplement.

Je suis très sensible à votre appel sur le dialogue avec les religieux. C'est une partie du problème que nous n'abordons pas assez. Il faut établir un dialogue inter-religieux impliquant des personnes qui peuvent être des médiateurs, des passeurs.

\*\*

**Bertrand Gallet :**

Nous allons sans transition passer au Moyen-Orient. Je passe la parole Monsieur Bauchard.

**Denis Bauchard, Conseiller pour le Moyen Orient à l'IFRI :**

Je suis heureux d'être parmi vous. Pour rebondir ce que vous avez dit précédemment, je pense en effet qu'il est très important que vous veniez dans les ambassades si vous avez besoin de trouver des interlocuteurs.

Concernant le Moyen-Orient, cette zone a toujours été très sensible dans l'histoire. Depuis 1990, il y a eu de nouveaux phénomènes, que l'on peut comparer à des turbulences changeant la donne géostratégique et diplomatique.

S'agissant des turbulences, il y a un certain nombre d'Etats faillis. Qu'il s'agisse de l'Irak, de la Libye, de la Syrie, du Yémen. Les structures administratives se sont effondrées ou affaiblies. Les milices et les groupes violents sont apparus depuis une trentaine d'années et contestent l'Etat.

A côté de ces Etats, il y a un certain nombre d'Etats fragiles qui peuvent eux aussi basculer. Je pense à la Jordanie ; on se demande comment la stabilité peut-être assurée dans un pays entouré de turbulences. On peut aussi penser au Liban. Si il y a encore une certaine stabilité, c'est en raison de la conjonction de trois pouvoirs : l'armée, le gouverneur de la Banque centrale et le Hezbollah. Un autre pays fragile actuellement est la Turquie qui doit faire face au double défi du terrorisme kurde et celui de Daesh.

Il existe en revanche un certain nombre de poches de stabilité. Israël en est une malgré les tensions et la marche qui semble maintenant inéluctable vers le grand Israël, objectif évident du gouvernement actuel. Plusieurs projets de loi sont en cours de discussion pour annexer la zone C et d'autres. Cette évolution porte en elle-même des risques de violences nouvelles. En pôle de stabilité, on peut penser à l'Iran. Les pays du Golfe sont stables mais on peut avoir certaines interrogations au regard de l'embargo contre le Qatar qui a provoqué des divisions au sein des pays arabes.

Il y a beaucoup de zones rouges également au Moyen-Orient. Il faut noter qu'au sein d'un même pays, il peut y avoir différentes couleurs. Il existe fort heureusement des zones vertes et oranges où les collectivités territoriales peuvent intervenir.

Le deuxième point sur lequel je veux insister est le bouleversement géostratégique auquel nous assistons actuellement. Il y a une nouvelle donne des influences. Les grands acteurs régionaux ne sont plus ce qu'ils étaient. L'Egypte qui avait traditionnellement la plus forte influence au sein du monde arabe a perdu ce statut depuis la révolution. L'Egypte se concentre actuellement plus sur ses politiques intérieures.

La Turquie est aussi très affaiblie compte tenu de la politique intérieure répressive d'Erdogan.

On a eu l'impression que l'Arabie Saoudite prenait le leadership, au niveau des pays arabes et de l'ensemble du monde musulman. En mai dernier, lors d'un sommet autour de Donald Trump, le roi d'Arabie Saoudite a invité l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernements des pays musulmans à l'exception de l'Iran. Mais l'Arabie Saoudite se trouve plutôt sur la défensive vis à vis de l'Iran, du Yémen, de la Syrie.

Cette baisse d'influence des grands acteurs arabes s'est faite au profit de l'Iran. Ce pays a une zone de protection très large, elle est devenue une puissance arabe et méditerranéenne. En 2003, en intervenant en Irak, les Etats-Unis ont permis de faire disparaître Saddam Hussein et les talibans, tous deux constituant des menaces pour l'Iran. Ils ont donné la majorité aux chiïtes en Irak, ceci favorisant aussi l'Iran.

Il y a eu une redistribution de la géopolitique en ce qui concerne les acteurs extérieurs avec une baisse de l'influence des pays occidentaux. Le Président Barack Obama souhaitait donner la priorité au pivot du Pacifique, et cette politique est suivie par le Président Trump. Il n'y a plus véritablement de politique américaine au Moyen-Orient. En Europe, à part la France, la Grande Bretagne et l'Allemagne, peu de pays s'intéressent au Moyen-Orient.

En revanche, d'autres acteurs étrangers à la région jouent un rôle de plus en plus important. C'est le cas de la Russie, il y a un retour de leur implication depuis le retrait puis l'effondrement de l'URSS. La Russie revient en force en Egypte, en Iran. La Chine, *via* la nouvelle route de la soie, propose un projet pas seulement économique mais aussi politique. Chaque année, il y a une conférence qui réunit l'ensemble des ministres des affaires étrangères arabes à Pékin. Il y a d'autres pays qui commencent à intervenir, comme l'Inde et le Brésil.

Il n'y a pas d'explications simples à cette situation. Il y a une mode de la théorie du complot, qu'il soit américain ou iranien. Les choses sont plus compliquées que cela. Il y a le poids de l'histoire avec la façon dont l'Empire Ottoman a été démantelé à l'initiative de la France et la Grande Bretagne. Les accords de Sykes-Picot ont pris des allures historiques. Certains politologues estiment que tout s'explique par ce poids de l'histoire et la responsabilité des pays européens. On peut y ajouter un autre élément car il y a un manifestement dans cette région du monde une défaillance dans la gouvernance. Cela a contribué à susciter les révolutions arabes qui ont exprimé des rejets des systèmes, des rejets de leurs dirigeants. L'alternative qui a été proposée a été l'islam.

Dans les années 90, l'islam est devenu de plus en plus influent et a basculé dans le terrorisme. L'Etat islamique continue à exercer une menace dans la région, vers l'Asie et naturellement vers l'Europe. Un autre élément est l'échec des révolutions arabes. Elles ont déstabilisé des pays sans instaurer à la place une stabilité démocratique. La Tunisie est le seul pays qui, suite au Printemps arabe, marche vers la démocratie, non sans difficultés.

Un autre élément est le réveil des chiïtes, considérés comme minoritaires, écartés du pouvoir. Ce renouveau chiïte s'accompagne de tensions toujours plus fortes avec les sunnites. Il y a toute une série de problèmes de frontières et d'irrédentisme. Les interventions extérieures des pays occidentaux ont aussi joué, qu'il s'agisse des Etats-Unis en 2003, ou de la France et de la Grande Bretagne en 2011.

Le tableau n'est pas très optimiste, mais il y a des éléments d'espoir. Dans cette région du monde, il y a une montée des sociétés civiles, même en Arabie Saoudite. Une montée de la classe moyenne qui est plus éduquée. Un tissu nouveau se crée, tourné vers la modernité. A cet égard, cette société civile représente des interlocuteurs très intéressants. Il faut développer des relations avec eux.

### **Fethi Ben Brahim, Conseiller au Ministère des Affaires étrangères :**

Monsieur Bauchard a rappelé le niveau de conflictualité de la zone. Il y a trois chiffres du PNUD de 2016 à retenir car ils sont très parlants :

- le monde arabe représente 5% de la population mondiale
- le monde arabe représente 20% des conflits mondiaux
- le monde arabe c'est 70% des décès liés aux conflits

Cela vous donne une idée de conflictualité de la zone.

Le deuxième point, après la conflictualité, est la complexité. Nous sommes confrontés à un monde arabe triplement polarisé :

- Au plan interne : il y a des lignes de fractures sur des bases ethno-communautaires, idéologiques, territoriales. Les révolutions arabes sont nées de régions qui se trouvaient à la marge des pays considérés. C'est un niveau qu'il faut prendre en compte. La diplomatie doit prendre en compte ce niveau là de tensions.
- Au plan régional : on a vu apparaître de nouveaux acteurs régionaux qui sont venus créer une nouvelle donne. On connaît les anciens acteurs régionaux qui ont toujours pesé dans les situations complexes (Turquie, Iran, Arabie). Il y a aussi de nouveaux acteurs (Emirats Arabes Unis, Qatar). Il y a des acteurs non étatiques, comme le mouvement kurde, les milices chiïtes, les groupes terroristes. Ce sont des acteurs qu'il faut mobiliser, il faut faire en sorte que l'action sur les conflits soit coopérative.
- Au plan international : on est à un moment particulier avec une nouvelle donne internationale. Nous ne connaissons pas encore tous les effets de la politique Trump. Il y a aussi le réengagement russe à partir de 2015. Il y a une forme de blocage du Conseil de Sécurité. Enfin, il y a aussi une forme de retrait de l'Union européenne qui est le produit du Brexit.

Le Président de la République a rappelé dans des discours fondateurs (lors de la conférence des Ambassadeurs et devant les Nations Unies) les trois priorités mondiales. La première priorité est la lutte contre le terrorisme. La deuxième priorité est le règlement des conflits et des crises par la voie pacifique en faisant appel aux principes d'inclusivité, c'est-à-dire la prise en compte de l'ensemble des composantes d'une société donnée, des minorités, etc. Le troisième acte est la lutte contre la prolifération de l'arme nucléaire et d'arme non conventionnelle. Ce sont les lignes rouges posées par le Président de la République à la rentrée 2017.

Je n'aurai pas le temps de rentrer dans le détail des crises libyennes et syriennes que je voulais évoquer, mais je pourrai y répondre de manière cursive par la suite si vous le souhaitez.

### **Bertrand Gallet :**

Le représentant du ministre camerounais souhaite lire la communication d'Emmanuel Sadi, Ministre camerounais de la décentralisation et de l'administration territoriale, qui n'a malheureusement pas pu être présent autour de cette table ronde.

**Représentant du Ministre camerounais de la Décentralisation et de l'Administration territoriale, Emmanuel Sadi :**

Le ministre remercie sincèrement les ambassadeurs Monsieur Jacquemont et Monsieur Chataignier qui nous ont présenté une analyse très pertinente.

L'intervention du ministre devait dire que le Cameroun connaît ces situations, et qu'il fait face dans ses frontières de l'est et du nord-ouest à des situations d'insécurité. Au niveau économique, les situations de guerre sont désastreuses. Le Cameroun a des dépenses de sécurité importantes, impactant l'économie général du pays.

Au-delà de ce volet, il y a un afflux important de réfugiés qu'il faut gérer. Le Cameroun est un des premiers pays en Afrique à accueillir autant de réfugiés. Il y a aussi un impact au niveau de l'environnement car nous exerçons des pressions sur nos ressources.

En matière de défis, nous partageons ce que vous avez dit. Il y a le défi du développement. Il y a aussi le défi de l'Etat, d'un Etat fort qui arrive à avoir une emprise sur les populations et qui, à travers l'octroi des services de bases aux populations, arrive à asseoir sa légitimité. Le ministre voudrait insister sur un appel à plus de solidarité sur les actions qui sont menées. Les actions dans le domaine de la résilience sont menées par l'Etat du Cameroun avec le Fonds Social d'Equipment qui a mis en place des programmes dont bénéficient toutes les communes. Ce sont des montants importants que le Cameroun met au service des collectivités camerounaises.

Voilà le message du Ministre et je vous remercie de m'avoir accordé votre attention.

**Bertrand Gallet :**

Merci pour votre intervention de la part du ministre. De plus en plus de collectivités françaises travaillent avec les élus camerounais.

**Débat avec la salle :**

**Charles Jocelyn, Président d'honneur de Cités Unies France :**

Je souhaiterais parler à nouveau de la Palestine. Lors de la conférence de Durban contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance, 8 septembre 2001, il était clair que la Palestine polarisait autour d'elle le Sud et une partie de l'Est. On a le sentiment que cette polarisation s'est affaiblie et que le religieux a pris le pas sur le politique dans cette région.

Partagez-vous ce sentiment ?

Il fut un temps où les cadres des Royaumes d'Arabies étaient palestiniens. Les Palestiniens avaient une avance considérable sur tous les autres à cause de la mauvaise conscience occidentale. Cette situation est-elle aussi avantageuse aujourd'hui qu'elle l'était à l'époque pour la Palestine ?

**Monsieur Abdou Salami Abdou, Président de l'Association nationale des maires des Comores :**

Nous avons parlé de la zone tchadienne et du Moyen-Orient, permettez-moi de parler de l'océan Indien. Dans les années 2000, les Comores ont connu une crise. Suite à cette dernière, nous sommes parvenus à établir un ensemble Comoriens pour la première fois.

La communauté internationale a beaucoup œuvré pour sortir les Comores de cette crise. En 2001, nous avons eu une nouvelle Constitution basée sur l'Union des Comores. Les Comores ont une présidence tournante ; chaque quinquennat une île bénéficie du perchoir de la présidence. Ce qui peut frustrer, c'est la situation de l'île de Mayotte qui a décidé de rester française. Il y a actuellement un problème par rapport au statut de Mayotte. Selon la situation géopolitique, il peut être difficile pour les Comoriens de rendre visite à leurs proches, à leurs familles qui sont sur l'île voisine de Mayotte. C'est tout un déracinement qui peut créer des problèmes. Nous souhaiterions que la France enlève catégoriquement le visa dit visa Balladur pour que nous puissions rendre visite aux personnes résident à Mayotte.

**Jean Fleury, Chargé de mission, Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur :**

A vous entendre, on a l'impression que c'est toute la zone Nord de l'Afrique qui est en feu, n'y a-t-il pas une analyse globale qui pourrait expliquer cette situation dans le Sahel et au Moyen-Orient ?

**Denis Bauchard, Conseiller pour le Moyen-Orient à l'IFRI :**

Je partage l'analyse sur le fait que la question palestinienne n'est plus au centre des préoccupations des opinions publiques et des gouvernements. Les Printemps arabes, l'Iran, ont fait occulter la situation palestinienne. Il faut aussi remarquer qu'il y a aussi eu une certaine inefficacité. L'année 2000 avec les négociations du Camp David est le point culminant et nous sommes retombés dans les violences directement après.

La place palestinienne n'est plus ce qu'elle était pour différentes raisons et notamment le soutien imprudent de Yasser Arafat à Saddam Hussein.

L'influence palestinienne qui allait parfois dans le bon sens s'est atténuée.

Tout n'est pas à feu et à sang dans ces régions. Il y a des pays stables. S'agissant des causes, elles sont multiples et concernent le Moyen-Orient mais aussi le Sahel. Il y a le problème de gouvernance, de l'accaparement du pouvoir par certains groupes, la montée de l'islam radical lié à l'échec des politiques menées par ces gouvernants. Il y a un certain nombre d'explications qui sont applicables dans les deux zones mais il y a aussi des causes qui sont propres à chaque zone. Les interventions extérieures dans les deux cas peuvent avoir contribué à ces déséquilibres.

**Fethi Ben Brahim :**

L'opinion publique arabe reste centrale et pas seulement symbolique. Pour les opinions publiques européennes et françaises, cela reste aussi un vrai sujet. La division ancienne entre politique nationale et internationale n'existe plus. Les grilles de lecture que l'on connaissait ne sont plus opérantes. On ne peut plus parler de l'Afrique du Nord sans prendre en compte les réalités sahéliennes que l'on connaît.

Au sujet de la notion de territoires à feu et à sang, il faut faire des distinctions. On parle du conflit libyen comme du conflit syrien, or en Libye c'est un conflit de basse intensité qui n'est en rien comparable avec le degré de violence que connaît la Syrie ou à certains égards le Yémen.

**Bertrand Gallet :**

Un dernier mot sur la Palestine. Nous suivons ce qui se passe et nous ne sommes pas loin d'une alliance, même si elle n'est pas encore officielle, entre l'Arabie Saoudite et Israël. Le principe « *les ennemis de nos ennemis sont nos amis* » s'applique. L'Iran fait tellement peur qu'il y a des alliances. Le conflit israélo-palestinien dépasse les frontières de ces deux pays, et Israël apparaît comme un territoire stable dans la région. Il y a une grande constance de l'opinion publique, en Occident et en Europe sur cette question là.

**Pierre Jacquemot :**

Il y a une confirmation de ce que l'on enseigne en économie des conflits. On observe trois facteurs à toutes les situations conflictuelles : la perception que l'on a des situations d'inégalités, le déficit de gouvernance politique, les maladresses extérieures. Il y a des facteurs communs dans les deux zones analysées aujourd'hui, même si il ne faut pas oublier que les histoires sont singulières

**Bertrand Gallet :**

Je remercie tous les intervenants pour leurs contributions extrêmement intéressantes, et je vous remercie tous pour votre participation.